Payer

Les agriculteurs usent des nitrates sinon en dépit du bon sens, au moins avec une telle exagération - et en pure perte pour les blés et leur portefeuille - qu'on les retrouve dans les nappes phréatiques. Si on leur fait remarquer leur comportement, les patrons syndicaux se fâchent et le ministre de l'agriculture s'énerve. Diminuer la consommation annuelle en France de quelques millions de tonnes résoudrait bien des problèmes ; mais ce serait avouer une erreur. C'est difficile et surtout la perte d'un tel marché pour les marchands d'engrais un désastre : car les marges bénéficiaires sur les engrais sont faibles sauf justement sur les plus onéreux d'entre eux : les nitrates. Non, on prévient le pauvre buveur d'eau perdu dans les métropoles que la dénitratation des eaux exige la construction d'usines complexes à cause des difficultés à vaincre et on lui annonce -alors qu'il paye déjà une taxe antipollution- que la facture va augmenter ... et considérablement ... Payer.

Ce même pauvre citoyen qui a froid l'hiver et allume son feu est accusé de provoquer plus de la moitié de la pollution atmosphérique, et, si bourré de complexes, il s'équipe à l'électricité, on a oublié de lui faire part du coût de la protection nucléaire : Tchernobyl aura coûté dans 10 ans environ 2000 milliards. Qui va payer ? Dans notre merveilleux pays, où de tels accidents n'arriveront théoriquement jamais, EDF commence à diffuser aux alentours d'une centrale des messages d'avertissement : ça tient du comportement préhistorique : rester dans sa grotte -pardon dans son appartement- toutes issues fermées - je ne sais plus s'il faut mettre un mouchoir sur le nez- : on viendra vous chercher en autocar. Pour aller où ? A Tchernobyl ? pourquoi pas puisqu'on a retrouvé des traces de l'accident à travers toute la planète ?

Monsieur le Maire de Tours souhaite vivement aménager le confluent du Cher et de la Loire : il ne supporte pas le moindre risque pour une vie humaine parce qu'il a construit dans les zones inondables : il faut donc régulariser la Loire : d'où le projet Epala. Il a oublié que l'eau ne se maîtrise pas : il a oublié l'envahissement de Nîmes par un pauvre ruisseau contrarié ou les ravages de la rupture du barrage de Fréjus. Tous les bulletins des associations ont publié le coût du projet.
L'auteur d'un livre sur les comportements écologiques à venir -même à l'échelon politique, président du Comité d'organisation des jeux olympiques admet la construction d'un tremplin de saut- qui - outre qu'il a coûté environ le triple du budget initial, est si dangereux que le ministre de l'environnement a fait des remontrances- légères il est vrai - Et ça va encore coûter plus cher.

Le programme du T.G.V. est évalué avec le matériel à environ 400 milliards de francs : pour une rentabilité limite en augmentant considérablement les tarifs. Il est vrai que la SNCF est ravie parce que depuis que le T.G.V. atteint Nantes, Air Inter a diminué la fréquence des vols sur cette destination. Quelle satisfaction !
Lorsqu'à l'échelon régional, un homme politique est attentif à la sauvegarde de quelques vestiges du "patrimoine naturel", il ne puise pas les crédits dans le chapitre des travaux publics ; non il est très fier de convaincre ses collègues de créer une taxe pour la défense des "espaces naturels sensibles". Le contribuable paiera : c'est mieux que de le faire payer pour le développement de la chasse*. Mais il faut encore payer.

Il faudra encore payer pour les usines de dépollution ou pour les usines de régénération des eaux usées, où la France parvient péniblement à en nettoyer 30 % tandis que ses voisins atteignent 80 %. Comme a dit le premier ministre de l'environnement français : la protection de la nature sera rentable ou elle ne sera pas et des revues économiques sérieuses évaluent les marchés potentiels probables.
Le plus sublime, c'est le "Clean Air Act" - le décret de l'air pur, qui se propose de taxer les pollueurs sur la base de 200 à 1 500 $ la tonne de SO2 : le marché est d'ores et déjà estimé à 35 milliards de dollars. Des quotas seront attribués à chaque pays et les régions pauvres qui produisent peu d'anhydride sulfureux pourront revendre leur "part" aux pays gros pollueurs : comme cela tout le monde finira "pollué".
Il faut toujours payer d'une part pour développer des projets gigantesques et d'autre part pour essayer de se protéger de leurs méfaits. Un beau jour, les dettes accumulées atteindront un tel niveau que des beaux Messieurs prétentieux en belles limousines se réuniront -sous les yeux impassibles de gardes chamarrés- pour évoquer les possibilités d'annulation des dettes. Quand on y parviendra, nous resterons sans le sou... mais surtout sans eau et sans air ... et nous aurons du mal à respirer.

J. Herbet.

* 1.700.000 F au Conseil Régional de Picardie au budget 1991